

Comités de citoyens et enjeux urbains à Hull

Citizen Groups and Urban Issues in Hull

Comités de ciudadanos y problemas urbanos en Hull

Marc Bachand

Numéro 4 (44), automne 1980

Logement et luttes urbaines

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1035051ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1035051ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Lien social et Politiques

ISSN

0707-9699 (imprimé)

2369-6400 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Bachand, M. (1980). Comités de citoyens et enjeux urbains à Hull. *International Review of Community Development / Revue internationale d'action communautaire*, (4), 134–140. <https://doi.org/10.7202/1035051ar>

Résumé de l'article

Hull est une ville régionale de 60,000 habitants collée sur la capitale nationale, Ottawa.

Au cours du processus de transformation de sa structure industrielle, qui a entraîné l'exode d'une partie de la population résidante, remplacée par une population nouvelle à l'emploi du gouvernement fédéral, la ville entreprit la rénovation urbaine des quartiers défavorisés entraînant l'éviction de la population.

L'article après avoir décrit le contexte dans lequel sont apparus les comités de citoyens à Hull construit une périodisation de leur évolution qui renvoie à une série de coupures idéologiques ou de temps forts en termes de ré-orientation des modes d'intervention.

L'action de ces comités fait appel à diverses catégories d'intervenants — membres du clergé, organisateurs communautaires, représentants de partis politiques, etc. — qui véhiculaient souvent des intérêts contradictoires. Ainsi se trouve éclairée la dynamique qui a traversé l'évolution de ces organisations populaires.

Comités de citoyens et enjeux urbains à Hull

M. Bachand

Hull est une ville de 60 000 habitants. Métropole régionale jusqu'à tout dernièrement, elle avait comme base économique la transformation agricole et l'industrie des pâtes et papiers. Essentiellement francophone, elle vivait en marge de la ville d'Ottawa. Celle-ci, capitale du Canada, vivait essentiellement du fonctionnarisme. Géographiquement, Hull se trouve immédiatement dans le dos d'Ottawa, la cour arrière du Parlement ayant une vue imprenable sur les quartiers défavorisés et la base industrielle de Hull.

Inutile de dire que cette situation, de tout temps, avait été dénoncée par les urbanistes du fédéral. Déjà en 1915, le Rapport Holt¹ prévoyait la relocalisation des industries de Hull pour améliorer le coup d'oeil du Parlement. Mais, ce n'est qu'à la fin de la Deuxième Guerre qu'un effort sérieux de planification fut fait. En 1950, le Plan Gréber² devenait réalité; c'est à partir de ce moment que la rénovation urbaine de Hull est entreprise.

On assiste d'abord à une désindustrialisation progressive de Hull. La proportion de sa main-d'oeuvre industrielle passe de près de 30 % en 1951 à quelques 10 % en 1971.

Simultanément à cette désindustrialisation se greffait sur la population ouvrière de Hull une population nouvelle, travaillant massivement pour le gouvernement fédéral. Cette population nouvelle formait en 1971 entre 17 % et 30 % de la population selon les quartiers³. Elle avait une composition sociale, culturelle et très souvent linguistique diffé-

rente. Cette population extérieure, mieux éduquée, mieux payée, ne se mélangeait pour ainsi dire jamais à la population autochtone. Sa capacité supérieure de payer accentuait encore la crise du logement. De 1969 à 1974, l'augmentation du coût du logement fut de 30 % contre 18,7 % à Montréal et 22,9 % à Toronto⁴.

Avant même que commence la véritable rénovation urbaine des quartiers défavorisés, la classe ouvrière de Hull subissait les pressions simultanées et convergentes de la perte d'emplois et de l'augmentation du coût du logement. La véritable rénovation urbaine consistait dans la démolition de 1531 logements sur une courte période temps (1968 à 1974). Ces démolitions avaient comme fonction de faire de la place pour des édifices gouvernementaux et améliorer le réseau routier. L'ensemble de ces démolitions eut lieu dans le quartier ouvrier de Hull mieux connu sous le nom de l'Ile de Hull. Ces démolitions signifiaient la démolition de 10 % du stock de logements de la ville ou de plus de 25 % du quartier de l'Ile de Hull.

Analyser les luttes urbaines de Hull comme formant un tout autonome c'est faire fausse route. Godbout et Collin, dans leur étude des organismes populaires en milieu urbain, découvrent d'ailleurs qu'à Montréal aussi, les organismes populaires ne manifestent aucune tendance vers le contrôle du seul quartier⁵. Cette simple constatation nous force donc à tenter de chercher ailleurs l'enjeu, non seulement des groupes populaires de luttes urbaines,

mais de l'ensemble des groupes. Tout au long de ce texte, nous soutenons la thèse que les groupes de luttes urbaines ne sont pas isolés mais font partie d'un ensemble de groupes ayant comme but des objets extrêmement divers. Comme tels, ils ne sont donc compréhensibles qu'à la lumière des activités de l'ensemble. C'est dans leur interaction que l'action de chacun devient compréhensible.

La base de notre information n'est pas l'activité des groupes, ni leurs relations avec les media, mais leur réflexion sur eux-mêmes. À intervalles plus ou moins réguliers, les principaux acteurs des comités de citoyens ont réfléchi sur leur propre activité. Ces moments de réflexion correspondent, à notre avis, à des étapes de pensée politique et d'activité des comités. C'est à partir de ces temps forts de réflexion politique et d'autocritique que nous avons construit notre texte.

1967-1972

Cette première étape de l'histoire des comités de citoyens peut facilement se qualifier d'époque glorieuse. On assiste à une utilisation massive des divers media et on met sur pied des assemblées publiques pouvant regrouper parfois jusqu'à deux ou trois cents personnes. Cette époque se caractérise aussi par un leadership en provenance des cléricaux et par une idéologie de participation et de collaboration avec le pouvoir.

L'année 1967 est la première année d'existence des comités de citoyens. Cette année-là, l'évêque de Hull demande à des Capucins de venir faire un travail « d'évangélisation » en milieu ouvrier. Ceux-ci s'aperçoivent très vite que toute évangélisation devait être subordonnée à une « promotion de l'individu ». Étant donné l'état d'aliénation économique et culturelle des travailleurs, l'évangélisation ne pouvait se faire sans ce travail préalable. Sans compter que plane à l'horizon la menace d'opérations de rénovation urbaine. Ces Capucins, en collaboration avec certains autres prêtres du quartier, entreprennent un travail de réflexion sur l'avenir de l'île de Hull. Pendant ces quelques années de tâtonnement et d'adaptation, la base d'intervention demeure celle de la paroisse et on assiste à une collaboration constante avec et entre les divers organismes de charité paroissiaux.

La venue des premières expropriations et la participation d'animateurs en provenance des organismes de services sociaux concrétise l'action des prêtres. Ces animateurs en provenance des services sociaux empruntent aux expériences montréalaises en matière de rénovation urbaine. Ces expériences leur montrent clairement que la rénovation urbaine se fait toujours aux dépens des plus défavorisés. En conséquence, ces animateurs s'opposent directement à l'action de l'État. Très vite, les prêtres et quelques citoyens en viennent à les considérer comme d'affreux gauchistes et à les marginaliser jusqu'à liquidation.

À la même époque, les prêtres et quelques citoyens se regroupent et mènent une enquête auprès des familles de l'île de Hull. C'est à ce moment que le cadre extrêmement restrictif de la paroisse disparaît au profit du cadre plus large de l'ensemble du quartier défavorisé de l'île de Hull. La problématique étant déjà l'aide aux plus pauvres, cette « enquête-participation » a pour but de découvrir les principaux besoins de la population de l'île. Simultanément, en 1968-1969, ces prêtres se donnent une organisation d'intervention en fondant l'Assemblée générale de l'île de Hull (AGIH). En 1970, à son plus fort, l'AGIH regroupe quelques 115 citoyens et 7 comités de citoyens.

Ces comités de citoyens correspondent aux principaux secteurs d'intervention identifiés lors de l'enquête-participation. Ainsi on retrouve un comité de locataires du secteur Maisonneuve qui était en voie d'expropriation, un comité de propriétaires du même secteur, un troisième comité regroupant aussi bien des locataires que des propriétaires d'un autre secteur. On divise ainsi les locataires des propriétaires en se disant que leurs intérêts sont opposés. Les propriétaires cherchent à tirer le maximum de profits personnels de ces expropriations tandis que les locataires, eux, ont au moins la possibilité de se reloger dans les logements publics. Dans les secteurs non-expropriés, comme c'était le cas pour le troisième comité, cette division ne s'applique pas. À ces trois comités portant sur des luttes urbaines s'ajoutent un comité travaillant dans le domaine de santé, un quatrième tentant de regrouper les assistés-sociaux, un cinquième s'attachant au secteur de l'éducation. À ces 6 comités se superpose un comité assurant un secrétariat central.

Lors de cette période d'expropriation, l'ennemi est extrêmement rusé et bien camouflé. Par un battage publicitaire sans précédent et jamais encore surpassé, il a réussi à faire croire à la population de l'Île de Hull que l'opération de rénovation urbaine est un « progrès ». Cette notion de progrès se retrouve sur toutes les bouches : « On n'arrête pas le progrès ». Le locataire est convaincu, par les promesses municipales, qu'il pourra enfin avoir un logement décent et à meilleur prix avec les logements publics. Les propriétaires, eux, sont devant la fortune, l'expropriation leur rapporterait beaucoup. C'est sans doute là la principale raison du fait que les paiements d'expropriation ne furent faits qu'une fois toute l'opération terminée. Tous se réjouissent de ces opérations encore qualifiées de rénovation ; il y a certains sacrifices à faire mais, c'est pour le mieux-être de l'ensemble. Quand cela fait 5, 10 ou 15 ans que quelqu'un habite un quartier en voie de taudification, où les feux sont une habitude quotidienne, où l'aménagement communautaire consiste en terrains vagues, il est prêt à croire un peu n'importe quoi.

L'État avait une arme infaillible pour bien asseoir la notion de progrès : on utilise sans arrêt la comparaison entre Ottawa et Hull. Enfin le fédéral fera de Hull ce qu'il avait réussi à faire d'Ottawa : « Une ville magnifique avec partout des parcs aménagés, des logements propres et spacieux, une population à son aise économiquement. » Cet espèce de tableau idyllique est utilisé à profusion, surtout que depuis des dizaines d'années la petite bourgeoisie locale de Hull implore littéralement la venue de la manne fédérale. Enfin, elle vient ; la population de Hull ne va quand même pas s'y opposer, surtout qu'on lui promet un bon prix pour ses taudis et des logements municipaux.

Une autre technique d'obscurcissement utilisée par l'État est celle de la multiplication des intervenants. Trois niveaux de gouvernement s'opposent officiellement l'un à l'autre. Quand ce n'est pas la ville qui exproprie, c'est la province ou le fédéral, sans compter qu'à l'intérieur de chacun de ces niveaux de gouvernement on multiplie les intervenants. Ainsi, jusqu'en 1970, le principal intervenant est la ville de Hull qui travaille pour le fédéral. À partir de 1970, la ville de Hull se donne un service d'urbanisme qui devient l'intervenant officiel ; tandis que le fédéral intervient pour lui-même par

l'intermédiaire de la Commission de la Capitale nationale et du ministère des Travaux publics. Le provincial commence lui aussi à intervenir par deux ministères. Ainsi se superposent et s'entrecroisent les intervenants sans que jamais un ennemi ne soit clairement identifié. Pourtant il est clair que la « contradiction dominante » est celle opposant les citoyens au gouvernement fédéral. Le fédéral est le véritable centre, le maître d'oeuvre de cette « rénovation urbaine ». Il s'agissait de faire d'Ottawa-Hull une capitale digne de la grandiose destinée du Canada. Pourtant, très tôt cette contradiction s'obscurcit, surtout que le fédéral s'amuse aussi à aménager de beaux parcs et procure des emplois.

Pendant toute cette première période des comités de citoyens, l'AGIH et les prêtres qui en sont l'âme dirigeante ne s'objectent pas réellement à ces diverses opérations de rénovation. Le fait qu'ils ne s'objectent pas, comme nous l'entendons de nos jours, ne signifie pas qu'ils trahissent consciemment les intérêts des expropriés. Bien au contraire l'idéologie partout au Québec, dans les comités de citoyens, consiste en une collaboration avec l'État. L'État n'est absolument pas perçu comme un ennemi ; il est simplement insuffisamment informé. Le travail des comités de citoyens consiste donc dans l'information de l'État. En fait, il s'agit d'informer l'État des revendications des citoyens, revendications qui se dégagent des divers colloques, rencontres, journées d'étude, etc. À Hull cette idéologie de la participation au pouvoir atteint une telle ampleur que le coordonnateur de l'AGIH en vint à faire partie de divers organismes, maintenant clairement identifiés aux intérêts de la bourgeoisie.

L'AGIH se définissait essentiellement comme un centre d'animation. C'est le lieu où on veut regrouper le maximum d'animateurs pour s'en servir comme centrale face aux divers comités de citoyens membres ou non du regroupement. Cette opinion limitative de la participation des citoyens provient en grande partie de l'idéologie de la collaboration avec l'État : face aux spécialistes, il faut opposer les spécialistes.

1972-1975

À partir de 1972, le mouvement commence à plafonner. La vague d'assemblées publiques et de

conférences de presse des années antérieures commencent à se tarir. Les expropriations sont pour ainsi dire terminées et les profits pour les expropriés sont bien minces. Sans compter que près de 30 % des expropriés quittent définitivement le quartier de l'Île de Hull. Une nouvelle base de recrutement aurait pu être les résidents des loyers municipaux, mais le directeur de l'Office avait prévu le coup. Partout dans les résidences municipales, les employés de la Ville ont vu à former des comités de locataires. Ces comités de locataires en viennent d'ailleurs assez rapidement à faire partie de l'organisation électorale du parti libéral. Même si le mouvement continue sur sa lancée originale, de plus en plus les responsables commencent à se questionner sur le type d'animation qu'ils font et sur leurs objectifs politiques.

Les élections municipales de 1971 sont l'occasion de diverses rencontres avec les candidats à l'échevinage et à la mairie. Lors de ces rencontres, les comités de citoyens n'obtiennent que des réponses évasives à leurs questions. On leur répond que la Ville vient à peine de se donner un service d'urbanisme; que le plan directeur de la Ville est encore en voie de rédaction! Pourtant pendant cette élection les expropriations se continuent.

C'est dans ce contexte que l'on commence à faire venir des intellectuels de Montréal pour aider à réfléchir sur ces activités. Ainsi, on fait souvent appel aux gens du Centre de formation populaire (CFP). Jusqu'au moment où on décide de mener une recherche en profondeur sur le fait urbain dans l'Île de Hull, il ne s'agit que de collaboration. Pour faire cette recherche, on fait appel à des intellectuels de l'extérieur qui viennent travailler à Hull. La venue de ces intellectuels est une étape extrêmement importante dans l'histoire des comités de citoyens. L'action des intellectuels est efficace, selon leurs standards: en l'espace de 3 ans, ils réussissent à prendre quasi toute la place. Ce travail des intellectuels est grandement facilité par le fait que l'âme dirigeante de la période antérieure est devenue un employé de l'évêché et ne peut donc plus consacrer tout son temps aux seuls comités de citoyens.

Le succès de ces intellectuels a comme base, essentiellement, deux raisons. Premièrement, ni les citoyens ni d'ailleurs les prêtres les encadrant, n'ont d'explications politiques sérieuses de ce qui arrive. Surtout que, tout le travail de collaboration avec

l'État s'est en grande partie discrédité lui-même lors des expropriations sauvages. De plus, ils sont incapables de fournir des explications sérieuses sur les autres phénomènes urbains comme la spéculation, la démolition en chaîne de certains quartiers, etc. Tranquillement apparaît une explication marxiste de la réalité.

C'est aussi dans ce contexte de remise en question que l'AGIH transforme ses propres structures organisationnelles. On abandonne la représentation directe des citoyens; l'AGIH devient le Regroupement des Comités de citoyens de Hull (RCCH). Tandis que le groupe de recherche sur l'urbain devient Logement-Va-Pu, les différents comités de locataires et de propriétaires disparaissent au profit de comités de quartiers. On subdivise l'Île de Hull et chaque secteur doit, théoriquement, se donner un comité de quartier.

Un des principaux éléments de la pensée politique de cette époque consiste à se dire: « Puisque l'État ne veut pas nous offrir de services, on va se les donner nous-mêmes ». Ainsi, les comités de citoyens tentent de mettre sur pied des comptoirs alimentaires, des sessions de formation juridique, des garderies, etc. L'État cesse donc d'être un collaborateur pour devenir un ennemi, mais jusqu'à un certain point quand même. Pendant ce temps, les intellectuels réfléchissent de plus en plus en termes de luttes de classes, d'opposition fondamentale et d'organisation du parti.

La dernière véritable expérience de collaboration est celle de la fondation du Centre local de services communautaires (CLSC). Étant donné que les comités de citoyens tentent de plus en plus de se donner les services que n'offre pas l'État, on croyait que la fondation d'un CLSC serait une bonne solution à cette carence de services. Surtout qu'à ce moment-là, le gouvernement provincial fait miroiter la structure supposément démocratique des CLSC et la participation directe des usagers. Après avoir mis énormément de temps, d'énergie et surtout de dernières illusions, la chute est rude lorsqu'on découvre que le pouvoir dans un CLSC appartient d'abord à l'État et non aux citoyens.

Dans le cadre du désir de se donner des services on met aussi sur pied une Clinique populaire juridique. Après seulement quelques mois de fonctionnement, les principaux représentants des comités de citoyens s'en retirent en dénonçant

celle-ci de n'être qu'un prolongement de l'État où les citoyens n'ont aucune place.

Un peu la même histoire se fait voir avec la mise sur pied et la mort d'un comptoir alimentaire. Avec la venue du Parti québécois comme nouvelle organisation politique, de plus en plus de militants de ce parti social-démocrate tentent de s'impliquer dans les comités de citoyens. Après la Clinique juridique, un de leur principaux points de chute est le comptoir alimentaire. Très tôt, il devient clair que ce ne sont pas les citoyens défavorisés de l'Île de Hull qui en ont la direction. Comme le Parti québécois n'avait pas l'énergie nécessaire à le faire vivre, ou n'en avait pas l'intérêt, le comptoir meurt après seulement quelques mois d'existence.

Au niveau des luttes urbaines, il se met sur pied une coopérative d'habitation, la coopérative Reboul. Après avoir vainement tenté d'obtenir la collaboration de Logement-Va-Pu, celle-ci se fonde essentiellement sur ses propres forces pour arriver à ses buts. Avec Reboul on retrouve essentiellement les mêmes acteurs sociaux-démocrates que l'on pouvait retrouver derrière la Clinique populaire juridique et le comptoir alimentaire. Ces trois organismes se fondent d'ailleurs avec l'appui plus ou moins actif de l'ancien prêtre coordonnateur de l'AGIH. Politiquement, il s'agit d'une alliance entre les chrétiens démocrates de l'Église et des sociaux-démocrates tant du Parti québécois que du Nouveau Parti démocratique. Alliance politique qui, encore maintenant, semble vouloir durer.

À leur gauche, la situation du RCCH se semble guère plus reluisante. Tranquillement, il perd toute initiative face à la création et au fonctionnement de divers regroupements. Les exemples les plus patents de cette nouvelle réalité sont ceux du Centre des femmes et du Comité de solidarité avec les travailleurs de l'Outaouais (COSTO). Avec la formation de ces deux nouveaux groupes, le cadre de l'Île de Hull est définitivement abandonné au profit non plus d'un regroupement de quartier mais bien de regroupements autour de luttes précises ou de services. Tout l'aspect urbain est définitivement mis de côté au profit d'actions politiques autres. Ces deux groupes ne devaient pas durer très longtemps, eux non plus, étant donné la division de l'extrême-gauche elle-même.

Les intellectuels engagés au début de cette période sont devenus de véritables leaders de l'en-

semble des comités de citoyens, sauf les groupes clairement identifiés à la social-démocratie bien sûr. En l'espace de quelques années, les prêtres sont remplacés par des intellectuels plus ou moins marxistes. Tranquillement on assiste à une radicalisation croissante des interventions sur la question urbaine. Les anciens leaders, les prêtres, qui se sont un peu radicalisés face aux interventions de l'État, sont dépassés à leur droite par les sociaux-démocrates et à leur gauche par les intellectuels.

La dernière lutte où on retrouve regroupés tous ces acteurs politiques est celle des élections municipales de 1975. Faisant suite à l'expérience du Front d'action politique (FRAP) à Montréal, et au fait que les comités de citoyens ne croient plus à la participation au pouvoir, on décide non plus de participer mais bien de prendre le pouvoir. Lors de ces élections, on présente des candidats à l'échevinage dans les divers secteurs les plus défavorisés de Hull. La défaite des citoyens lors de cette élection municipale est l'occasion de la véritable division des forces en présence. La déchirure est brutale pour certains et réjouissante pour l'extrême-gauche. Celle-ci croyait avoir réussi à démontrer que le pouvoir ne pouvait se prendre que par LE Parti et la révolution prolétarienne.

Toute cette période en fut donc une où les leaders cléricaux des comités de citoyens sont remplacés par des leaders intellectuels venus de l'extérieur. Ces intellectuels se rapprochent tellement de l'extrême-gauche qu'ils ne travaillent plus qu'en fonction des intérêts du Parti. La division entre les diverses forces politiques présentes dans les comités de citoyens se fait de plus en plus profonde. Les luttes purement urbaines passent définitivement au second plan. Logement-Va-Pu, qui est le dernier groupe de luttes urbaines, si on excepte la coopérative d'habitation, devient la chasse gardée de l'extrême-gauche maoïste.

1975-1977

Cette troisième période correspond à un tournant faisant suite à une réflexion. Cette fois-ci, la réflexion n'est plus directement chez les comités de citoyens ; elle se situe plutôt dans l'extrême-gauche. Cette réflexion vise essentiellement deux buts. Premièrement, il s'agit de s'interroger sur ses propres

activités dans la perspective de la mise sur pied d'organisations d'extrême-gauche. Deuxièmement, il s'agit de se démarquer le plus précisément possible face aux autres groupes d'extrême-gauche. Cette réflexion ne laisse que très peu de place à la participation ou au pouvoir des citoyens. Dans les deux cas, il s'agit d'une réflexion purement interne aux membres de l'extrême-gauche. On comprend donc qu'après la chute d'activités des années 1972 à 1975, cette troisième période est pour ainsi dire une condamnation à mort pour beaucoup de comités de citoyens.

Cette réflexion ne s'applique pas exclusivement au groupe Logement-Va-Pu, mais bien à l'ensemble de tous les groupes où l'extrême-gauche est impliquée. Ainsi, il s'était ouvert à Hull un Centre de femmes. Les principales participantes de ce groupe ont entrepris une réflexion avec la collaboration de l'extrême-gauche. Après quelques mois de cette réflexion, le Centre des femmes se sabordait en faveur de la lutte, plus large, que constitue la lutte des classes.

Un deuxième groupe qui avait été créé précédemment mais qui, lors de cette troisième période, devait éclater, est COSTO. Encore une fois, COSTO fait suite à une expérience montréalaise. Il s'agit de regrouper des représentants de comités de citoyens avec des représentants de centrales syndicales. Ensemble on tente de venir en aide aux travailleurs en période de grève et d'assurer, en dehors des périodes de grève, un lieu central de réflexion et de politisation. Après quelques mois d'activité, COSTO se saborde lui aussi. Sa raison réside dans le fait qu'il est impossible de regrouper autour d'une même table des éléments politiques aussi disparates. En effet, COSTO regroupe à peu près toutes les forces politiques que nous avons déjà identifiées. De plus, le leadership est essentiellement assumé par des éléments de l'extrême-gauche et comme nous le disions plus haut, il y a des divisions au sein de cette tendance politique.

Il se mène quand même quelques luttes au niveau urbain. Ainsi, pendant cette période, la ville commence à appliquer son Plan quinquennal d'habitation ayant comme but un minimum de restauration et de création d'équipements communautaires. Lors des assemblées publiques de mise en vigueur de ce Plan quinquennal, les interventions de Logement-Va-Pu consistent en un jusqu'au-bou-

tisme de contradictions. Logement-Va-Pu ne reconnaît absolument aucune valeur aux plans de restauration.

Même si les critiques sont plus que fondées, la coupure entre les citoyens et Logement-Va-Pu ne fait que s'agrandir. Surtout qu'on continue à maintenir la division entre locataires et propriétaires où ceux-ci sont d'affreux bourgeois exploités de la classe ouvrière. Cette philosophie va jusqu'à définir comme bourgeois tout propriétaire, quel que soit son revenu, son occupation, son âge, son sexe, etc.

Inutile de dire qu'à partir de ce moment, il n'y a plus trace de citoyens. Le travail de Logement-Va-Pu n'est plus la lutte pour les intérêts immédiats des citoyens, mais bien de l'agitation comme outil politique révolutionnaire. Il s'agit de révolter les citoyens, non de les appuyer dans les luttes que ces citoyens mèneraient sur leur propre base.

1977-1980

Les quelques comités de citoyens qui subsistent encore ont réussi à se donner une véritable démocratie de fonctionnement. Non seulement leur financement n'est subordonné à aucune contrainte extérieure, mais l'entièreté du pouvoir interne est entre les mains des citoyens. Ces quelques comités ne sont pas nécessairement des rescapés de la première période. Il y en a même qui sont de nouveaux venus. Mais tous ont comme caractéristique la quasi absence de prêtres ou d'intellectuels devenus gauchistes comme leaders; le leadership étant assuré par leur propre base.

Pendant toutes ces périodes, un organisme a survécu quasi miraculeusement: la Table-Ronde. C'est un regroupement de tous les organismes qui se définissent comme étant d'éducation populaire. Pendant toutes ces périodes et encore maintenant, la Table-Ronde lutte pour le droit des populations défavorisées à recevoir une éducation correspondant véritablement à leurs besoins et à leur capacité de suivre un programme d'éducation. La Table-Ronde et l'éducation aux adultes et un des grands acquis des 10 dernières années de travail et de luttes. En effet, qui d'autres que des citoyens sont véritablement capables de comprendre la signification et les méthodes de l'éducation aux adultes en milieu défavorisé?

CONCLUSION

Une première conclusion s'impose. En aucun temps des luttes purement urbaines n'ont réussi à générer de véritables comités de citoyens. Quelles que soient les causes de cette situation, il n'en demeure pas moins qu'en aucun cas, il ne s'agissait de citoyens qui se prenaient en main et se donnaient des outils. Pas plus les prêtres que les intellectuels gauchisants ne peuvent être identifiés à ces citoyens de quartier à part entière. Dans tous les cas il s'agissait d'éléments extérieurs qui assuraient le leadership. Une des meilleures preuves de cet état de fait est que ces leaders faisaient très fréquemment appel à de l'aide en provenance de milieux universitaires ou journalistiques. Cette aide extérieure provenait toujours de milieux où le simple citoyen n'avait aucune relation.

Une deuxième conclusion est la suivante : pas plus à Hull qu'à Montréal, le véritable noeud de lutte ne fut la question urbaine. La question urbaine demeure toujours soumise à une analyse plus générale qui se place *en termes de pauvreté* sous toutes ses formes. Cela ne signifie pas pour autant que les

luttes urbaines ne peuvent être génératrices d'une prise en mains. Cela signifie tout au plus que, encore maintenant, les luttes urbaines sont laissées pour compte. Il semblerait qu'encore aujourd'hui la gauche en général soit incapable de saisir des spécificités et d'en faire des objets de lutte en soi.

Marc Bachand
Hull

NOTES :

¹ Holt, Sir Herbert, *Report of The Federal Plan Commissions For The Cities Of Ottawa And Hull*, Ottawa, 1915.

² Gréber, Jacques, *Projet d'aménagement de la capitale nationale*, Imprimeur du Roi, 1950.

³ *Recensement du Canada*, 1971, Catalogue 95—715, (CT-15A), Séries A et B.

⁴ *L'Habitation à Hull, Programme quinquennal*, Service d'urbanisme de Hull, 1975, p. 13.

⁵ Godbout, Jacques, et Collin, Jean-Pierre, *Les organismes populaires en milieu urbain*, Rapport de recherche, INRS-Urbanisation, n° 3, Montréal, 1977.